L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 26 DECEMBRE 1895. Fondée le 1er septembre 1827

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI, 26 DECEMBRE 1895.

PRIX DE L'AB ONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

Un bill présenté par M. Price

Nous ne nous en doutions que trop. Malgré les folles espérances de quelques-uns de nos planteurs qui, exaspérés des fautes commises par le parti démocrate et de l'odieux abandon dont ils ont été l'objet de sa part, se sont jetés dans les bras des républicains, nous n'avons jamais cru qu'il y eût rien de bon à attendre de ces derniers. Nous n'avions malheureusement que trop raison.

Tout le monde sait que ce sont les droits sur les sucres étrangers qui ont jusqu'ici, maintenu l'équilibre dans le budget et dans le trésor. Si donc, en présence du déficit actuel, il y avait des droits à rétablir ou à relever, c'étaient ceux qui avaient jadis frappé les sucres du dehors. Les républicains l'entendent autrement. Ils savent, tout aussi bien que nous, que c'est le meilleur moyen de remettre les choses dans leur état normal ; ils en conviennent même, tout haut ; ils le répètent, volontiers, à qui veut l'entendre ; mais ils se refusent absolument à recourir à cette mesure de salut. Ils n'y consentiront qu'à la dernière extrémité, quand le pays sera bien obéré et qu'il n'y aura plus moyen de faire autrement.

Fait extrêmement curieux—il n'y a qu'en Amérique que se voyent ces choses-là—suivez la politique économique de l'Allemagne, de l'Autriche, de la France qui, apparemment, savent ce qu'elles font. Que cherchent-elles à protéger, avant tout ? L'agriculture, parce qu'elles savent que c'est la première de toutes les industries, la mamelle de la nation. C'est même là la véritable, l'unique raison des difficultés qui se sont élevées entre les puissances et les Etats-Unis.

Les politiciens républicains, qui se croient très forts, éprouvent le besoin d'agir tout autrement que les autres. Ce que soutiennent fermement les gouvernements européens—les produits agricoles—ils les abandonnent, eux, à leur malheureux sort. Le pays se tirera d'affaire, comme il le pourra. A leurs yeux, l'industrie manufacturière passe avant l'agriculture. S'il y a, pour eux quelque chose à protéger, ce sont les fabriques. Quant aux fermiers et aux produits qui sont de première nécessité, ils n'en veulent pas entendre parler.

Cette façon de voir et d'agir est tout simplement insensée. C'est pourtant celle des républicains au pouvoir desquels on vou drait nous faire tomber.

Heureusement, il y a encore dans la Chambre des Représentants des gens sensés, des gens honnêtes. M. Price vient, malgré l'obstination inconcevable des adversaires de notre industrie de présenter un projet de loi, en vue de relever les droits sur les sucre. Le projet rencontrera une vive opposition au sein du parti républicain ; cela est certain.

Il n'en est pas moins vrai que M. Price a bien fait d'insister et de s'exposer à de graves discussions, à une défaite peut-être. Mais grâce à lui, il ne sera pas dit que l'on aura lâchement abandonné une industrie de cette importance et que le monopole de la protection que l'on veut octroyer aux manufactures, n'aura pas été l'objet d'éloquentes protestations.

HOUSSAYE ET DUMAS FILS.

M. Arsène Houssaye, qui vient d'être reçu à l'Académie française, publie dans le *Journal* une série de lettres que lui avait adressées Alexandre Dumas fils. En voici quelques extraits :

Si les poètes ne chantaient pas leurs amours même en prose, ils ne seraient qu'à moitié poètes, et vous êtes poètes de la tête aux pieds. Je ne vois pas Ovide, Catulle, Tibulle et même Horace ne nous parlant pas des leurs....

Quant aux femmes, elles n'en veulent pas à l'homme célèbre qui divulgue l'amour qu'elles ont à l'univers entier. Laure ne reprochera rien à Pétrarque, ni Mme Récamier à Chateaubriand ; et si Mme de Warrens se retrouve avec Jean Jacques dans un autre monde, elle passe son éternité à le remercier de l'avoir déshonorée dans celui-ci. Toutes les femmes sont prêtes au déshonneur qui les immortalise.

Parmi celles qui sont venues chercher sans le savoir la renommée à votre confessionnal, il en est plusieurs, dites-vous dans la préface de ces derniers volumes, qui avaient passé par le mien. J'ai retrouvé en effet parmi vos pénitentes quelques physionomies connues. Par nos études, par nos travaux, par la forme que nous donnons à notre pensée dans le roman ou sur la scène, nous sommes ces refuges tout indiqués du carrefour populeux que toutes les agitées traversent. Elles ont beau venir de différente pointe de l'horizon, à un moment donné, elles passent toutes par là. Elles nous racontaient leur histoire et, comme vous dites encore très justement, cette histoire était toujours la même. C'est qu'il n'y a pas deux histoires pour la femme, il n'y en a qu'une : l'amour. L'histoire n'est diverse que par les circonstances, les dates et les personnages ; mais le fait et le sentiment sont toujours identiques. Elles sont ou elles ne sont pas aimées, elles aiment ou elles n'aiment pas ; elles se sont données ou elles se sont refusées ; elles voudraient se donner ou se reprendre ; elles viennent nous demander ce qu'elles doivent faire et ne font que ce qu'elles veulent, quittes à venir nous demander encore comment elles vont se tirer de là. Elles sont sincèrement amoureuses et ne savent pas comment elles ont été infidèles ; elles sont vraiment inconsolables et n'aspirent qu'à être consolées....

Heureux qui, comme vous, pauvant plonger incessamment dans leurs souvenirs sans en rapporter sur la face l'éternelle pâleur du sépulcre. Moi, je serais incapable de ces retours en arrière.

Avez-vous tout dit ? Je me connais, moi, je dirai tout. Ce serait abominable.

Quand je regarde ce qui se passe autour de moi, je me considère comme un saint ; quand je me rappelle ce qui s'est passé en moi, je me tiens pour un monstre. Ne le dites pas.

Sarah Bernhardt "interviewée."

Nos lecteurs ont lu la belle lettre de Mme Sarah Bernhardt parue ici même, dimanche dernier, sur Alexandre Dumas fils. On a demandé à la grande tragédienne si elle avait connu aussi l'auteur des *Trois Mousquetaires*.

—J'ai connu le père avant le fils, a répondu Mme Sarah Bernhardt. C'était au lendemain de mon premier départ des Français. J'avais dix-huit ans à peine. Le théâtre de l'Odéon, qui venait de m'engager, se proposait de faire une reprise de *Kean*. Et là, tout de suite, j'eus une envie folle de jouer le rôle d'Anna Damby. A qui le demander, sinon à l'auteur lui-même ? J'allai, avec la tranquille audace de la jeunesse, voir Alexandre Dumas. L'illustre écrivain habitait alors boulevard Malesherbes. Je vois encore l'appartement, situé au premier : un appartement large ouvert, gai, riant, comme si le soleil y était entré un jour par toutes les fenêtres pour n'en plus jamais sortir. Et je fus mise à l'aise sout de suite par l'accueil cordial du maître, qui, en me voyant, m'avait tendu les deux mains :

"—Allons donc ! Là, comme ça, le rôle d'Anna Damby ? Eh bien ! Jane Esaler, à qui j'ai pensé tout d'abord ? Et Antonine, à qui je l'ai presque promis ?

"—C'est à moi que vous donnerez le rôle, maître ! Oh ! donnez-le moi ! Il y a si longtemps que je veux jouer quelque chose de vous !....

"Et je fis tant et tant, je me montrai d'une si irrésistible éloquence—on l'est toujours quand on est sincère—que je quittai Alexandre Dumas avec la promesse formelle d'interpréter le rôle.

"Ce fut tout une surprise, à l'Odéon, quand on apprit la nouvelle.

"—Comment ! cette petite Sarah !

"Et quand le directeur en manifesta son étonnement à l'auteur de *Kean* :

"—Dame ! fit-il, elle m'a entortillé, cette gamine ! Et puis, j'ai senti une telle fièvre artistique, un tel désir de travailler, d'arriver.....

"Puis, comme pour consoler l'autre :

"—Bast ! dans huit jours, aux répétitions, elle me demandera elle-même à se faire remplacer. Et nous prendrons Antonine. Celle-ci fera, naturellement, la moue pour commencer. Mais les femmes font toujours la moue pour commencer.....

"Alexandre Dumas se trompait.

"Je tenais le rôle, je le gardai. L'idée ne lui vint pas, d'ailleurs, de me le redemander. Et le soir de la première, il me dit simplement en me baisant la main :

"—Quelle bonne idée avez-vous eue de venir m'arracher ce rôle ! Quand revenez-vous ?

"Hélas ! je ne devais plus revoir que dans son fils, à qui il avait tout donné, comme un prodigue qu'il était, son génie et sa bonté."

Les Pièces de la Défense d'Arton et M. Dupas.

Trois pièces principales seront produites, au mois de janvier prochain, par sir Matthews, l'avocat d'Arton, devant la cour du Banc de la Reine. Le défenseur du prévenu demandera à la cour d'infirmer le jugement, parce que, en outre du cas Lefèvre, il peut prouver que le gouvernement français, par l'intermédiaire de M. Dupas, a "coquetté" avec Arton en décembre 1892 et au commencement de 1893.

A l'appui de son affirmation, sir Charles Matthews produira les documents suivants :

1. Les photographies des lettres et dépêches échangées au sujet de la mission Dupas à Venise entre le ministère et son agent.

2. Le billet de chemin de fer timbré à la gare de Venise avec la date concordante avec ces dépêches.

3. La note de l'hôtel della Luna et une photographie représentant Dupas causant sur la place Saint-Marc, à Venise, avec Arton.

Une question s'impose donc à l'heure actuelle.

De qui émanent les documents que sir Matthews va se trouver à même de produire publiquement devant la cour du Banc de la Reine, qui laissera le défenseur en appel d'Arton développer à loisir tout le système de défense prohibé, selon la loi, devant la juridiction de sir John Bridge ?

En ce qui concerne les documents échangés au sujet de l'entrevue Arton-Dupas à Venise, ils se composent de dépêches adressées par M. Soinoury, alors directeur de la Sûreté générale au ministère de l'intérieur, qui signait Henri tout court, à M. Lemoine, nom d'emprunt de M. Dupas à Vienne. Quant aux autres documents, ils ne se composent que d'un passeport accordé, le 17 janvier 1891, par M. Develle, alors ministre des affaires étrangères, à M. Dupas, qui se rendait sous le nom d'Emile Degard à Budapest et à Bucarest à la recherche d'Arton.

* * *

Interrogé sur la correspondance échangée avec M. Royère et avec Arton, M. Dupas a répondu :

—Il est absolument sûr que l'avocat d'Arton ne pourra produire, à l'appui de sa défense, aucune lettre ou papier signés de moi.

—Mais, s-t-on alors objecté, n'est-ce pas vous qui avez communiqué à Arton où à ses mandataires les pièces pouvant prouver que vous avez été officieusement en relation avec lui depuis sa fuite ?

—Non.

—Comment se fait-il alors que M. Matthews soit en mesure de fournir les photographies, les lettres et dépêches échangées entre vous et M. Ribot.

—Je n'ai jamais dit que j'avais échangé des correspondances ou que j'aie eu des entrevues avec M. Ribot, personnellement, mais ce qui est sûr c'est que j'ai été chargé de la mission à Venise par le directeur de la Sûreté générale, qui a l'habitude de signer : *pour le ministre*. Comment la défense d'Arton s'est-elle procuré les pièces ? je l'ignore....

On s'est demandé à M. Dupas quelques éclaircissements sur la fameuse note de l'*hôtel della Luna* que la défense doit verser au dossier.

—Comment se fait-il que cette note soit en la possession d'Arton ?

—Oh ! c'est bien simple ; et il m'en coûte même de vous raconter ce détail qui va vous paraître mesquin.

"Il ne fallait pas être grand observateur pour constater, comme je l'ai fait le premier jour de mon entrevue avec Arton à Venise, que l'homme avec lequel j'étais chargé de causer n'était pas riche à ce moment-là ; bien ou contraire, il se trouvait, selon moi, dans une dèche profonde.

"Arton s'était-il imaginé que l'envoyé du gouvernement français palerait tous les frais de notre déplacement à tous trois, Arton, M. Royère et moi ? Je ne le sais. Toujours est-il que, le 2 janvier, je fus obligé de me lever de très bonne heure pour prendre le train. Quand je réclamai ma quote-part des frais de l'hôtel, la caissière me présenta ma note, qui représentait mon compte personnel.

"Elle compta le tiers de tous les frais. Arton me fit alors remarquer qu'il paierait plus que moi, lui qui était arrivé à Venise un jour plus tard. La réclamation étant des plus légitimes, je fis réparer l'erreur et payai le supplément. Ce sont MM. Arton et Royère qui, naturellement, conservèrent la note d'hôtel.

* * *

—Mais la photographie prise sur la place Saint-Marc, est-ce vous qui l'aves communiquée à Arton ?

—Vous saves que, pour prouver plus tard la réalité de mon entrevue avec Arton à Venise, j'avais subrebticement fait opérer un photographe le 31 décembre 1892, qui nous prit, Arton, M. Royère et moi, au moment où nous donnions à becqueter aux pigeons. Cette photographie ne m'a pas quitté.

"Mais il est parfaitement possible que M. Royère, ayant eu l'idée de faire également la preuve des pourparlers qui se sont poursuivis à Venise entre Arton et moi, représentant le gouvernement, se soit enquis d'un photographe qui nous aurait représentés tous deux, Arton et moi. C'est ce cliché, sans doute, que l'avocat de Londres sortira.

"Supposez maintenant que je sois resté fonctionnaire, que pour le rôle avec lequel je crois m'être acquitté de ma mission, M. Fournier—contre lequel, décidément, j'ai encore plus de griefs que contre M. Ribot—m'ait donné de l'avancement au lieu de me reléguer dans un emploi humiliant. De cette façon, je n'ai rien à dire, et n'ai aucune confidence à faire sur mes pourparlers avec Arton. Celui-ci est arrêté. Son défenseur raconte qu'en 1892-93 Arton a été appelé à traiter avec un agent du gouvernement français, du nom de Dupas.

"Le ministre me fait appeler.

"—Dupas, vous n'avez pas laissé de papiers de nature à compromettre et à fournir à Arton la preuve de cette allégation ?

"—Non, monsieur le ministre, aucun papier.

(Cela est vrai.)

"—Eh bien ! Démentez.

"Je démens. Or, voyez-vous Arton sortant sa photographie nous représentant à Venise avec des pigeons sur les bras ? Celle-là, évidemment, je ne pouvais la prévoir. Je serais infailliblement obligé de sauter !....

"Ceci donc, pour vous dire qu'en remplissant une mission, dans le genre de celle qui m'était confiée à Venise et pour laquelle je n'étais pas plus fait que M. Lefèvre,—attendu que je ne suis pas un agent secret,—un fonctionnaire, de toute façon, ne peut qu'y laisser ses plumes !"

LE DIVORCE D'UN MUSICIEN.

Du *Rappel* :

M. Charles Lecoq, le compositeur de musique, a introduit une instance en divorce contre sa femme, Mme Lecoq.

Le 16 octobre 1895, le juge, après l'accomplissement de la formalité ordinaire de non-conciliation, rendait une ordonnance dans laquelle il était prescrit : 1. à Mme Lecoq, d'habiter, durant le procès, 14, rue de Nanterre, à Asnières ; 2. à M. Lecoq, de servir à sa femme, pendant l'instance, une pension mensuelle de 400 francs.

La femme du compositeur, estimant qu'en raison de la fortune de son mari cette pension était insuffisante, interjeta appel de l'ordonnance.

L'affaire est venue, hier, devant les magistrats de la première chambre de la cour auxquels Me Signerino a demandé d'élever de 400 francs à 1,000 francs par mois la pension de Mme Lecoq. Me Beaume—qui, sous le pseudonyme de Beaumont, a été le collaborateur de Lecoq dans le *Jour et la Nuit*—s'est présenté pour M. Lecoq.

La cour a confirmé purement et simplement l'ordonnance fixant à 400 francs la pension mensuelle de Mme Lecoq.

Un détail : M. et Mme Lecoq sont mariés depuis vingt ans.

—Le correspondant du *Daily News* à Yokohama écrit à son journal :

Il est étonnant combien dans les six dernières mois la Russie a augmenté son prestige en Extrême-Orient. Elle semble être la seule puissance dominatrice dans ces parages et le prestige anglais a subi une éclipse que tous les Anglais, aussi bien en Chine qu'au Japon, espèrent bien n'être que temporaire. Mais un effort vigoureux sera nécessaire si la Grande Bretagne veut recouvrer l'influence qu'elle possédait tout dernièrement encore. Il est admis unanimement qu'en ce qui concerne le jeu de la diplomatie, la Russie a remporté la victoire sur toute la ligne.

—Infortunée Albion !!....

PETITES VÉRITÉS.

Pour voir de haut, élevons-nous.

Il ne faut demander un malheur que d'être inévitable.

Pour bien connaître le caractère de quelqu'un, il faut interrompre son monologue.

MODES PARISIENNES.

ÉLÉGANTES TOILETTES D'INTERIEUR POUR L'APRES-MIDI.

La robe de droite est en cachemire à dessins vert et marron. L'empiècement en dentelle blanche est recouvert d'un col étroit en velours découpé.

La toilette à gauche est en laisage rayé, bois et rouge brun. Le corsage Eton est de velours brun et le gilet en mousseline de soie, mais.

CURIEUSES PROCÉDURES.

Une femme de lettres qui signe comtesse de Brémont avait demandé une interview à M. Gilbert, l'auteur du livret du *Mikado*, l'opérette bien connue de sir Arthur Sullivan. M. Gilbert se prête fort gracieusement à cette fastidieuse cérémonie ; mais, quelques jours après, il réclamait à la comtesse une somme de vingt guinées "pour avoir perdu son temps" à causer avec elle. La comtesse, piquée au vif, répondit à ce procédé par une lettre sarcastique où elle railleait cruellement l'âpre librettiste et déclarait renoncer à parler de lui, tant qu'il serait vivant ; par contre, elle se réjouissait fort d'avoir l'occasion de lui consacrer un article nécrologique dont il ne tirerait aucun profit matériel. M. Gilbert se fâcha tout rouge à son tour et riposta par une lettre fort peu courtoise qu'il rendit publique. Cette polémique donna bien, en fin de compte, à un procès qui doit être prochainement jugé. Il sera curieux de voir si les tribunaux anglais reconnaîtront comme fondées les prétentions de M. Gilbert.

LA FIN D'UN BANDIT LIMOUSIN.

Le célèbre bandit limousin Gourelchas, dit Burgou, vient de mourir dans sa cabane des Petites-Maisons, près de Magnac Bourg. Il était né le 11 août 1810 à Marval ; il était donc âgé de quatre-vingt-six ans.

Les nombreux actes de banditisme de Burgou ont longtemps défrayé les conversations des veillées limousines.

Burgou, en 1836, il avait alors vingt-six ans, fut condamné à vingt ans de travaux forcés pour ses nombreux exploits.

Tous ses complices, au nombre de plus de quarante, furent condamnés à des peines variant de cinq à quinze ans de réclusion.

L'instruction de l'affaire dura deux ans ; il y eut plus de 1,200 témoins. On avait relevé 128 vols à la charge des inculpés, et sur ce nombre, Burgou fut reconnu coupable de 127.

Les assises durèrent trente jours. Burgou fut gracié au bout d'une dizaine d'années, à l'occasion du passage du duc de Nemours dans la ville, en 1845.

Après avoir recouvré sa liberté, Burgou travailla pendant longtemps de son métier de maçon dans différentes villes de France.

Il était revenu vieux et cassé à sa petite maisonnette des Petites-Maisons, au centre de ses exploits, vivant de la charité publique. C'est là qu'il s'est éteint sur un mauvais grabat.

L'hérédité des Instincts Criminels.

Les théoriciens de la criminalité ne se bornent plus à constater l'existence héréditaire des instincts criminels chez l'homme et leur développement à mesure qu'on descend plus bas dans l'échelle sociale. Ils croient retrouver ces instincts même dans le règne végétal et animal, et l'on sait déjà, à ce propos, que Darwin qualifiait de criminelles certaines plantes insectivoides. Le professeur Lombroso, poursuivant ses recherches dans une voie analogue, prétend que l'on peut parfaitement reconnaître le caractère rétif et rusé des chevaux à la conformation de leur belle crânienne qui présente certaines anomalies particulières tout comme celle des hommes. Il cite, en outre, un grand nombre de faits tendant à prouver le criminalité chez les animaux. C'est, par exemple, le cas d'un cheval simulant une paralysie pour n'avoir pas besoin de prendre part à une manœuvre militaire et affirmant par là sa tendance au crime. C'est aussi le cas des animaux les plus intelligents et les plus développés qui refusent de travailler, comme certains castors que leurs compagnons enchaînent impitoyablement de leur société à cause de leur paresse. La paresse n'est-elle pas la caractéristique dominante des criminels ? Même observation a été faite sur certains éléphants désignés "rogues" qui vivent éloignés du troupeau, à cause de leur caractère insociable et qui deviennent de plus en plus sauvages et méchants, peut-être pas dans le but de prouver que les [illegible] de leur caractère.

DEPECHES

Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGÈRES.

Les Intentions Pacifiques du Gouvernement Anglais.

Presse Associée.

New York, 25 décembre—Dépêche spéciale au *Herald* :

Le gouvernement anglais s'est, jusqu'à présent, abstenu d'ajouter un seul navire à l'escadre de l'Atlantique. On estime qu'il n'aura pas recours à une telle mesure pour le moment.

De plus, Sir Julian Pauncefort, ministre à Washington, n'a pas correspondu avec le Foreign Office depuis quelque temps.

On peut considérer ces faits comme une indication des intentions essentiellement pacifiques du cabinet de lord Salisbury.

Opinion de Souverains.

Presse Associée.

New York, 25 décembre. — Dépêche spéciale de Berlin au *Herald*.

L'empereur Guillaume exprime l'opinion que le conflit anglo-américain se terminera par une entente entre les deux nations.

Le Tsar ne fera rien pour encourager le président Cleveland dans sa politique actuelle, car les Etats-Unis deviendraient alors trop ennuyeux en Extrême-Orient.

Cependant, à St-Pétersbourg, le ministère des affaires étrangères s'attend à voir l'Angleterre subir une défaite morale et M. Cleveland maintient ferme sa politique.

Les journaux russes.

Presse Associée.

New York, 25 décembre—Dépêche spéciale de St-Pétersbourg au *Herald* :

Au sujet du différend anglo-américain, le *Herald* dit que la protectation des banquiers est de beaucoup plus importante que les applaudissements des gouverneurs politiques.

Les *Nouvelles* donnent une nouvelle note.

Le sentiment en Russie au sujet du différend anglo-américain est un sentiment de satisfaction, à cause de la preuve de l'impossibilité d'une union anglo-saxonne.

Une telle union, ajoute le journal, serait une menace à toutes les nations.

Faisant de nouvelle allusion au message, la feuille russe dit que le gouvernement de Washington fait en réalité des efforts pour exclure les puissances européennes du continent américain.

Commentaires d'un journal de Buenos Ayres.

Presse Associée.

New York, 25 décembre—Dépêche spéciale de Buenos Ayres au *Herald* :

Dans ses commentaires sur le message du Président Cleveland, la *Tribune* dit qu'il est à espérer que le différend vénézuélien sera réglé pacifiquement entre les Etats-Unis et l'Angleterre.

Le journal remarque que ce trouble doit être une leçon morale ayant pour effet de changer la politique de l'Angleterre dans ses relations avec les peuples américains.

Bataille entre les Druses et les Turcs.

Presse Associée.

Constantinople, 24 décembre, par voie de Sofia, Bulgarie, 25 décembre—Des avis reçus aujourd'hui de Beyrout annoncent qu'une bataille sérieuse a eu lieu près de Saadich entre les troupes turques et les Druses. Le combat a été livré le 21 décembre et, d'après les rapports officiels, les Druses ont perdu 12,200 hommes ; les Turcs n'ont eu que 70 tués et 50 blessés.

Les représentants des Puissances ont présenté hier une protestation à la commission qui contrôle l'exécution des réformes, et Sir Philip Currie, l'ambassadeur d'Angleterre, a demandé le rappel immédiat du Kaïd de Mush, qui est accusé d'exciter les Musulmans à provoquer des troubles.

On annonce de Mascous qu'un conflit a éclaté entre les Musulmans et les Chrétiens de la ville. Les autorités, cependant, ont réussi à rétablir l'ordre.

On pense que ces émeutes sont la cause de l'arrivée à Messina le 17 décembre dernier des missionnaires et de leurs familles.

Des avis de l'île de Crète disent qu'il n'y a pas eu de nouveaux troubles.

Prise de Zeitoun par les Turcs.

Presse Associée.

Rome, 25 décembre.— Des avis reçus aujourd'hui d'Alepp annoncent que la ville de Zeitoun, située à 15 milles de Marash, occupée depuis quelque temps par les Arméniens, a été prise par les troupes turques. On ajoute que les habitants se sont enfuis dans les montagnes.

NOUVELLES AMERICAINES.

A la Commission des Voies et Moyens.

Presse Associée.

Washington, 25 décembre—La Commission des Voies et Moyens a tenu séance aujourd'hui. Tous les membres présents à Washington, républicains et démocrates, y assistaient.

Le président Dingley a présenté les deux projets de [illegible] Sénat.

L'Enquête sur les courses de la Coupe Américaine.

Lord Dunraven.

New York, 25 décembre.

Il est annoncé que lord Dunraven, accompagné du commodore Arthur Glennie, du Royal Portsmouth Yacht Club, et de son avocat, George Askwith, de Londres, arrivera à New York demain par le Teutonic, de la ligne White Star.

On sait très bien que la visite de Dunraven en Amérique a pour but sa comparution devant la commission spéciale d'enquête chargée d'examiner les accusations de fraude portées contre C. Oliver Iselin et les autres membres du syndicat du Defender.

La première séance de la commission aura probablement lieu vendredi prochain dans le salon du New York Club.

La Noël à Washington.

Presse Associée.

Washington, 25 décembre—Le Président, les membres du Cabinet, les fonctionnaires et les hommes politiques en général, à l'exception des membres républicains de la commission des voies et moyens, qui ont travaillé à compléter la rédaction de leurs projets de loi de tarif et de bons, ont passé tranquillement le jour de Noël, loin de l'anxiété et de l'excitation des six ou huit derniers jours.

M. et Mme Cleveland avaient préparé un grand arbre de Noël pour Ruth, Esther et Marion, et ont passé la plus grande partie de la journée à jouir de la joie de leurs enfants, ainsi qu'à examiner les nombreux présents reçus.

Le vice président, Mme Stevenson et leurs filles ont été les hôtes de la sœur de Mme Stevenson, à sa résidence de la rue Seizième.

Les ministres sont restés chez eux. La plupart d'entre eux ont reçu la visite de membres de leurs familles.

La température a été exceptionnellement douce, mais l'air était chargé de brouillard.

Un ami du Président.

Interview avec le Sénateur Gray.

Presse Associée.

New York, 25 décembre—Une dépêche spéciale de Washington au *World* dit que le sénateur Gray, de Delaware, est l'ami le plus dévoué et le champion du président dans l'assemblée.

Le *World* lui a posé par écrit plusieurs questions, entre autre les suivantes :

—Le Sénat a-t-il endossé les déclarations du Président sur la doctrine de Monroe et accepté ses conclusions quand il a fait droit à sa requête de la nomination d'une commission ?

—Je ne puis répondre qu'en disant que je présume que telle était son intention.

—Pensez-vous que l'Angleterre doive accepter dans l'Amérique du Sud la frontière que nous établirons ?

—Comme je comprends la position des Etats-Unis à l'égard de la nomination d'une commission, elle est que les faits doivent être précisés pour l'information du gouvernement—je veux dire l'exécutif et le Congrès—au sujet de la frontière en litige entre le Vénézuéla et la Guyane britannique.

Cette information, comme je la comprend, n'a pour but que d'éclairer consciencieusement le gouvernement et le peuple américains, et on ne peut espérer que les conclusions de la commission puissent engager aucune des parties intéressées.

L'opinion de George Kennan.

Presse Associée.

Cleveland, Ohio, 25 décembre. — George Kennan, l'auteur-conférencier bien connu, s'est exprimé ainsi sur la question vénézuélienne :

Je suis surpris, de fait abasourdi, de la promptitude du peuple américain à amener une grande guerre.

Il y a deux mois, tous les citoyens de ce pays prêchaient la paix, à l'idée d'une guerre en Orient et en Europe, et aujourd'hui, aux Etats-Unis, même les ministres de l'évangile crient pour la guerre.

Je regrette cet état de choses parce que je crains beaucoup une grande guerre imminente.

L'Angleterre n'abandonnera pas la position qu'elle a prise ; on peut tenir cela pour certain. Si l'interprétation donnée à la doctrine de Monroe par le président Cleveland n'est pas modifiée et est maintenue, nous aurons la guerre, et la plus grande guerre qui ait jamais existé.

Elle n'impliquera pas seulement les Etats-Unis et l'Angleterre, mais le monde entier. Une guerre étrangère sera des plus désastreuses pour nous, et si je suis certain que nous remporterons définitivement la victoire et que nous ajouterons le Canada à nos possessions, nous serons bien près de la ruine.

Une guerre comme celle qui éclatera si les Etats-Unis ne battant pas en retraite et je ne crois pas qu'ils le fassent, sera la plus grande calamité qui ait atteint l'humanité.

Sener Estrada Palma.

Les sacrifices de l'Espagne.

Presse Associée.

New York, 25 décembre—Senor Estrada Palma, le ministre plénipotentiaire de Cuba, se trouvait hier soir au quartier-général de la junte cubaine, pour la première fois depuis son voyage à Washington, où il a installé la nouvelle légation.

En discutant la cause de la rébellion il s'est exprimé ainsi :

Nous avons forcé l'Espagne à envoyer plus de 120,000 hommes et d'augmenter sa marine, aussi bien que sa dette, et nos colonnes ont cependant continué à s'avancer de l'est dans les provinces de l'ouest, à travers des armées aguerries, jusqu'au moment où nous avons atteint le territoire sur lequel nous annoncions, dès le commencement de l'été, que nos troupes se trouveraient cet hiver.

L'Espagne essaie de négocier un nouvel emprunt de guerre de 125,000,000 de pesetas. Tout cela porte sérieusement [illegible]

L'Opinion d'un Sénateur Républicain.

Presse Associée.

Washington, 25 décembre—Si vous voulez dire : Le Sénat a-t-il endossé l'interprétation de la doctrine de Monroe telle qu'elle a été faite par le Président ? Je puis dire qu'en votant la loi instituant une commission nous n'avons voulu donner à M. Cleveland que le pouvoir d'établir les faits relatifs au différend de frontières entre la Guyane britannique et le Vénézuéla.

Ce n'est pas le désir ou le but de ce pays d'imposer une ligne de frontières à la Grande Bretagne.

Après que la commission aura examiné la question, nous espérons que l'Angleterre fera droit à la demande d'arbitrage, si les faits démontrent qu'elle veut déloyalement étendre ses frontières.

Si elle n'agit pas ainsi, et que l'enquête prouve qu'elle viole la doctrine de Monroe, nous maintiendrons cette doctrine.

Evidemment, nous n'avons jamais prétendu être un arbitre ou un juge désintéressé. Ni avant ni après le message n'avons-nous été considérés ainsi.

Tragédie dans le Kentucky.

Presse Associée.

Louisville, Kentucky, 25 décembre—Une dépêche spéciale de Berea, Kentucky, annonce qu'une bataille a eu lieu la nuit dernière à cette place entre deux factions.

Bill Johnson a été tué ; Lee Mitchell, criblé de balles, mourra.

Les deux hommes se sont rencontrés dans la rue. Mitchell s'est approché et a menacé Johnstone de lui faire sauter la cervelle.

Les deux hommes ont immédiatement saisi leurs armes et, à trois pas de distance, ont fait feu l'un sur l'autre : chacun tirant quatre balles.

Ils se sont enfuis aussitôt dans une direction opposée vers leurs amis. Mitchell est tombé après avoir fait cinquante pas. Pendant qu'il était étendu à terre, quatre coups de feu ont été tirés par des inconnus sur Johnstone, et on l'a trouvé mort. On suppose que ces derniers coups de feu ont été tirés par des amis de Mitchell.

Celui-ci a été retrouvé à une distance de cent pieds de la scène de la tragédie avec trois balles dans le corps.

Aux dernières nouvelles il vivait encore, mais il ne peut survivre.

Cette tragédie est le résultat d'une vieille haine entre les deux hommes et leurs partisans.

Nouveaux troubles à Philadelphie

Presse Associée.

Philadelphie, 25 décembre—Les troubles causés par la grève des employés des tramways électriques ont recommencé aujourd'hui sur la ligne Girard, et, en conséquences, aucune voiture ne circule dans cette direction.

Les hommes prétendent que le surintendant de cette division a donné ce matin la préférence à des employés nouveaux. Les anciens se tenaient aux environs de la remise, et quand ils ont vu les tramways confiés à des hommes étrangers, ils ont commencé à se fâcher.

Les hommes inoccupés ont amoncelé des obstacles sur les voies et ont fait des menaces quand il a été tenté de les enlever. Un détachement de policemen montés est arrivé sur la scène des troubles. Dix mille individus hurlant se trouvaient réunis, mais ils ne cherchaient pas à démolir les véhicules.

La Construction des nouveaux navires de guerre.

Presse Associée.

Washington, 25 décembre—Le secrétaire Herbert a pratiquement décidé d'accorder la construction des navires de guerre cinq et six à la Newport News and Ship Building Company, de la Virginie, au prix de $2,250,000 pour chaque bâtiment.

Après un examen minutieux de la loi autorisant la construction des navires de guerre, il a été trouvé que le gouvernement ne pouvait s'écarter beaucoup du montant fixé par ses soumissions ; et qu'il n'était pas possible de permettre aux autres compétiteurs d'abaisser leurs soumissions au niveau de celle de la Newport News Company sans son consentement.

Le congrès avait exprimé l'intention de faire construire un de ces navires sur les côtes du Pacifique, si les conditions étaient raisonnables.

Mais pour satisfaire à ce désir, le secrétaire Herbert aurait été obligé de déclarer que la différence entre la soumission de la Newport News Co, $2,500,000 par navire, et celle des Union Iron Works de San Francisco, $2,740,000, n'était que raisonnable, ce qu'il pouvait difficilement dire en présence de la décision de son prédécesseur, M. Tracey, établissant que la différence ne devait en aucun cas excéder trois pour cent.

La Russie offre de prêter quatre cent millions de dollars d'or aux Etas-Unis.

L'amitié semie dirige le grand empire du Nord.

Presse Associée.

Washington, 25 décembre—Les cercles officiels ont pris aujourd'hui, un grand intérêt à la publication dans le *Washington Post*, d'une note circonstanciée annonçant que le gouvernement russe a offert de prêter aux Etats-Unis de l'or jusqu'à concurrence d'un montant de quatre cent millions de dollars—la moitié de ce qu'elle possède—afin de maintenir leur crédit contre les assauts des grands financiers des autres nations européennes, et qu'en apprenant cette offre les Rothschilds, par l'intermédiaire de Belmont et Morgan, ont fait des ouvertures pour fournir au gouvernement des Etats-Unis tout l'or qui peut leur être nécessaire.

Il a été appris que cette note est fondée, en tant que la Russie a offert aux Etats-Unis de leur prêter une partie de son or.

Mais la déduction naturelle, que cette offre est récente et faite en conséquence du message sur la question vénézuélienne et de la panique subséquente n'est pas justifiée, car on peut affirmer, positivement et d'après d'excellentes autorités, que l'offre n'a été d'aucune façon influencée par les complications résultant des négociations entre la Grande Bretagne et les Etats-Unis au sujet de la question vénézuélienne, et qu'elle a été faite en [illegible] il y a deux ans.

L'hi[illegible] de cette proposition est écart[illegible] remonte qu'au commencement [illegible] présente administration du président Cleveland.

Pag[illegible] suite en troisième page.